

Actualité stratégique en Asie

ASIE : CES LEADERS POLITIQUES À LA SUCCESSION INCERTAINE

Par Olivier Guillard, Directeur de recherche à l'IRIS / 16 Juin

De Pyongyang à Yangon, de Lhassa à Bangkok ou encore de Kaboul à Islamabad, l'actualité politique, diplomatique et militaire paraît peu disposée à s'accorder une trêve estivale. L'Asie place sur le devant de la scène une kyrielle de leaders politiques et spirituels - aux inspirations et idéologies pour le moins dissemblables - dont la succession paraît peu ou prou assurée.

http://www.iris-france.org/docs/pdf/actu_asie/2009-06-16.pdf

Spécial élections libanaises



Observatoire dirigé par Barah Mikail, chercheur à l'IRIS.
En partenariat avec la Chaire Dandurand (Québec)

■ La démocratie libanaise et sa lingua franca confessionnelle : les limites de la représentation et les déficiences de la légitimité - par Sami AOUN, professeur au Département de

Science politique de l'université de Sherbrooke, 12 juin

■ **Quel avenir pour le Tribunal spécial pour le Liban ?** - par Patrick LAPIERRE, Chaire Raoul Dandurand, 12 juin










■ **Le rôle des médias dans la dynamique communautaire au Liban** - par Julien SAADA, chercheur sur l'axe Moyen-Orient de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM, 12 juin

■ **Salafisme et jihadisme au Liban : quels enjeux concrets ?** - par Pierre-Alain CLÉMENT et Christelle DOUDIES, Chaire Raoul-Dandurand, 11 juin

<http://www.iris-france.org/informez-vous/observatoire-liban09.php>

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :

-  **"Le vide et le plein, ou : Questions de l'empereur des T'ang au général Li Wei-kong"** - Par Robert RANQUET, Chargé de mission auprès du Secrétaire général, Conseil général de l'Armement, 17 juin
-  **"Iran : une élection qui n'en est pas une ?"** - Par Thierry COVILLE, chercheur associé à l'IRIS, 16 juin
-  **"Salon du Bourget 2009 : stop ou encore ?"** - Par Jean-Pierre MAULNY, directeur adjoint de l'IRIS, 16 juin
-  **"Victoire d'Ahmadinejad : quel futur pour l'Iran ?"** - Par Pascal BONIFACE, directeur de l'IRIS, 15 juin
-  **"The Chinese invasion in Latin America"** - Par Thiago DE ARAGÃO, chercheur associé à l'IRIS, 15 juin
-  **"Une partition du Kosovo ?"** - Par Benoît GOFFIN, assistant de recherche à l'IRIS, 15 juin
-  **"Afghanistan : les forces étrangères accusées de 'crimes de guerre'"** - Par Karim PAKZAD, chercheur associé à l'IRIS, 12 juin
-  **"Quelles conséquences pour le Gabon après la mort du président Omar Bongo ?"** - Par Philippe HUGON, directeur de recherche à l'IRIS, 11 juin
-  **"Royaume-Uni : quand la géopolitique sert la tactique électorale"** - Par Bruno L.G. CARRÉ, chercheur associé à l'IRIS, 11 juin

Dans la presse

IRAN : "LE RÉGIME N'HÉSITERA PAS À RÉPRIMER DANS LE SANG"

Karim Pakzad par Fabrice Aubert / LCI.fr / 15 juin

Mahmoud Ahmadinejad possède sans contestation possible une solide base électorale, estimée à environ 15%. Elle correspond grosso modo à son score du premier tour de la présidentielle de 2005. Bien sûr, il est logique qu'il obtienne plus que ce socle de 15%. Mais de là à passer directement à 63% dès le premier tour cette année, personne ne le croît. **SUITE PAGE 3**

Parution



Présentation page 10

Médias

CHAQUE VENDREDI À 8H06, PASCAL BONIFACE DÉCRYPTE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE POUR LES AUDITEURS DE FRANCE MUSIQUE.

→ TÉLÉVISION

Elections présidentielles en Iran
Karim Pakzad par
- *Bouge la France*, Pierre Sled (Public Sénat, 15/06 et 11/06)
- M. Filomet (France 24, 13/06)
- *Le Journal* (TV5, 13/06)
- France 24, 11/06

La loi de programmation militaire et la réforme du secret défense
Jean-Pierre Maulny par Public Sénat (15/06)

Moyen-Orient : Iran, Israël
- *Les Grandes Gueules*, Pascal Boniface par Alain Marschall et Olivier Truchot (BFM TV, 12/06)

Obama et l'islam : le pacificateur
C dans l'air, Pascal Boniface par Yves Calvi (France 5, 11/06)

→ RADIO

La prolifération nucléaire À VENIR - *Le téléphone sonne*, Pascal Boniface par Alain Bédouet (France Inter, 18/06)

Les footballeurs iraniens et Moussavi
Pascal Boniface par Arnaud Gompertz (France Inter, 17/06)

Discours d'Obama sur l'Iran
Barthélémy Courmont par Radio Orient (17/06)

Pérou, protestations indiennes en Amazonie
Jean-Jacques Kourliandsky par
- *Le Temps* - Suisse (17/06)
- Radio Alger (16/06)
- RCF (16/06)

Moyen-Orient : Iran, Israël
Pascal Boniface par Radio suisse romande (15/06)

Dans la presse

OBAMA ET LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 11 juin

Le discours que Barack Obama a prononcé au Caire s'adressait, bien au-delà de son auditoire, rigoureusement sélectionné, à l'ensemble du Monde arabe et musulman. Le moins que l'on puisse dire est qu'il était très attendu. [SUITE PAGE 4](#)

LA VRAIE QUESTION EST: OBAMA DÉCIDERAIT-IL DE FAIRE PRESSION SUR ISRAËL?

Pascal Boniface / L'Humanité dimanche / 4 juin

Obama a déjà prononcé un discours à destination du monde musulman à Istanbul en avril, mais celui-ci est crucial car, entre-temps, il a rencontré Benjamin Nétanyahou et Mahmoud Abbas. Ce que l'on attend maintenant, ce n'est pas d'entendre que les États-Unis sont amis avec le monde arabe et musulman, mais de savoir concrètement comment Obama compte avancer sur le conflit israélo-palestinien, qui est central pour ces pays. [SUITE PAGE 5](#)

LE " GRAND MOYEN-ORIENT " ET L'IMPÉRATIF DE STRATÉGIES DIPLOMATIQUES RENOUVELÉES

Barah Mikail / Aujourd'hui la Turquie / juin

Les chantiers qui s'imposent à Barack Obama sont, pour le moins, colossaux. Plus que tout, la gestion par l'Administration Bush (2001-2009) des affaires du " Grand Moyen-Orient " a alourdi la tâche incombant aujourd'hui au nouveau président américain. [SUITE PAGE 6](#)

LA RÉINTÉGRATION DE LA FRANCE DANS LE COMMANDEMENT INTÉGRÉ DE L'OTAN

Didier Billion / Aujourd'hui la Turquie / juin

Le président Nicolas Sarkozy a décidé que la France réintégrerait en 2009 le commandement militaire intégré de l'OTAN qu'elle avait quitté en 1966, à l'époque où le général de Gaulle développait une intransigeante politique extérieure de souveraineté et d'indépendance nationales à l'égard des deux blocs politico-militaires alors dominants. [SUITE PAGE 8](#)

Manifestation

PUBLIC GÉOPOLITIQUE DES RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES

Lundi 29 juin 2009 / 9h-18h / Institut catholique de Paris

L'IFORE (Institut de Formation de l'environnement - organisme de formation du Ministère de l'Ecologie) organise en partenariat avec l'IRIS une journée de conférences dédiée à la géopolitique des ressources naturelles renouvelables. Seront ainsi développées les thématiques suivantes : état des services de la nature; activité humaine comme source de dégradation de l'environnement et menace pour la sécurité internationale ; multinationales et instances internationales : aide ou frein pour le développement ; géopolitique des ressources...

Inscription gratuite et obligatoire avant le 19 juin, dans la limite des places disponibles auprès de l'IFORE:
www.iris-france.org/docs/pdf/up_docs_bdd/20090525-174150.pdf

3èmes Cycles

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR 2009-10

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES FONDAMENTALES **RELATIONS INTERNATIONALES**

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master I

- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **RELATIONS INTERNATIONALES**
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE**
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE**
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ÉTUDES EUROPÉENNES**
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ACTION INTERNATIONALE ASSOCIATIVE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE**

Présentation de l'école et de nos programmes,
demandes de dossier d'inscription sur

www.iris-france.org

Médias

Discours de Nétanyahou

>Pascal Boniface par Radio Orient (15/06)
>Didier Billion par Pierre Bousset (Médi 1, 15/06)

Elections présidentielles en Iran

>Karim Pakzad par
- Radio BBC Afrique (14/06)
- Aït Hamoudi (Radio Algérie, 13/06)
- M. Bensalem (Radio Algérie, 11/06)
>Didier Billion par
- Radio Algérie Internationale (12/06)
- AFP audio (12/06)
- RMC (12/06)

La Turquie et les élections européennes

Didier Billion par Radio Beur FM (12/06)

Les élections libanaises

Karim Bitar par
- Karim Douichi (Radio nationale marocaine, 10/06)
- Radio algérienne (8/06)

→ PRESSE ÉCRITE

La liberté d'expression

À VENIR - "Chat" avec Pascal Boniface par 20 Minutes.fr (18/06, 14h30)

Elections présidentielles en Iran

>Karim Pakzad par
- Rania Massoud (L'Orient-Le Jour - Liban, 15/06)
- Mélanie Matarese (El Watan, 12/06)
- Yann Buxeda (Bakchich.Info, 12/06)
>Karim Bitar par Rania Massoud (L'Orient-Le Jour - Liban, 14/06)

Pékin et Tianmen

Fabienne Clérot par Frédéric Rohart (L'Echo - Belgique, 13/06)

Les dépenses militaires dans le monde et en France

Jean-Vincent Brisset par Stéphanie Lelong (L'Actu, 10/06)

Discours d'Obama au Caire

Karim Bitar par Robert Marquant (Christian Science Monitor, 5/06)

Splendeurs et misères de l'humanitaire

Karim Bitar par Grotius.fr (juin)

Abonnement

Désinscription sur simple demande à :
contact@iris-france.org

IRAN : "LE RÉGIME N'HÉSITERA PAS À RÉPRIMER DANS LE SANG"

Karim Pakzad par Fabrice Aubert / LCI.fr / 15 juin

Les fraudes peuvent-elles expliquer à elles seules la victoire si écrasante de Mahmoud Ahmadinejad ?

Mahmoud Ahmadinejad possède sans contestation possible une solide base électorale, estimée à environ 15%. Elle correspond grosso modo à son score du premier tour de la présidentielle de 2005. Bien sûr, il est logique qu'il obtienne plus que ce socle de 15%. Mais de là à passer directement à 63% dès le premier tour cette année, personne ne le croit. C'est absolument impossible sans fraudes. Or, selon tous les témoignages, elles ont vraiment été massives : bureaux de vote fermés dans les secteurs favorables aux réformateurs, bulletins de vote pour Mir Hossein Moussavi manquants... La liste est longue.

Pourquoi autant de fraudes alors que la campagne avait pourtant été très ouverte et concurrentielle ?

Avant le début de la campagne électorale officielle, début juin, l'élection était vraiment très incertaine. Même s'il semblait que Mir Hossein Moussavi avait de bonnes chances, il était alors impossible de faire un pronostic. Ensuite, tout s'est joué avec la campagne officielle. Elle a été très animée, avec des meetings à l'américaine. Pour la première fois, des débats télévisés (ndlr : six au total) entre les candidats ont notamment eu lieu en direct.

Or, après chaque débat, des centaines de milliers de personnes, principalement des femmes et des jeunes, prenaient position dans la rue pour Moussavi. Ils l'ont vraiment découvert avec ces débats. Il a gagné une posture présidentielle, en décriant toute la politique de Mahmoud Ahmadinejad, aussi bien économique que diplomatique, et en prenant la défense des droits des minorités et du droit des femmes. C'était vraiment un mouvement sans précédent pour le camp réformateur.

"Le régime a paniqué"

Que s'est-il alors passé ?

Le régime, en premier lieu le guide suprême Ali Khamenei, qui avait laissé faire la campagne, a pris peur et paniqué. Les *Pasdarans*, les Gardiens de la Révolution, ont mis en garde contre une révolution de velours qui suivrait le scrutin. Le mercredi soir, à l'avant-veille de l'élection, Mir Hossein Moussavi a ainsi mis en garde contre de possibles fraudes. Il n'avait pas tort. Sans ces fraudes, on peut estimer que le résultat aurait été inversé. D'où la colère de la jeunesse et de son mot d'ordre : "where is my vote ?" ("où est mon vote ?").

Ali Khamenei, le Guide suprême, demande à Mir Hossein Moussavi de contester le résultat par la voie légale. Cette voie légale a-t-elle des chances d'aboutir ?

Si le Guide veut prendre en compte la situation et que l'Iran, qui se proclame comme une démocratie, ne perde pas sa crédibilité sur la scène internationale, il demandera au Conseil des gardiens (ndlr : l'équivalent du Conseil constitutionnel français) d'examiner le recours déposé par Moussavi. Outre entériner les scores annoncés samedi, le Conseil peut effectivement demander un recompte des voix, voire invalider le scrutin.

"Organiser un nouveau scrutin, c'est désavouer le Guide et la Révolution"

S'il en a les moyens juridiques, le Conseil a-t-il pour autant les moyens politiques ou la volonté politique de le faire ?

Il est quasiment certain qu'il ne le fera pas. Le Guide, qui a soutenu Ahmadinejad pendant la campagne, l'a en effet félicité pour sa victoire avant même la proclamation officielle des résultats. Même si le Conseil est théoriquement libre de sa décision, toute autre décision que la confirmation du succès d'Ahmadinejad serait un désaveu pour le Guide. Et donc de fait un désaveu pour le régime et la Révolution islamique. C'est pourquoi beaucoup qualifient la déclaration du Guide de "coup d'Etat", puisque derrière lui, se profile si besoin l'arsenal répressif des *Pasdarans* et des milices islamiques.

Que peut-il se passer si l'opposition poursuit ses manifestations malgré les interdictions ?

Dans un premier temps, il n'y aura pas de période révolutionnaire. La population iranienne, même déçue, même en colère, est assez prévisible. Malgré l'émotion, elle n'est pas prête à affronter le régime. Et ce d'autant plus que celui-ci ne cédera pas et n'hésitera pas à réprimer dans le sang. Tout rentrera dans l'ordre rapidement. Mais, sur le long terme, une nouvelle force guidera l'opposition. La crise morale et politique débouchera un jour ou l'autre sur le changement.

Une seule chose est certaine aujourd'hui : la victoire d'Ahmadinejad consacre paradoxalement la défaite du régime islamique. Il possède désormais un président sans légitimité et, contrairement à ce qu'il avait annoncé au monde, sa démocratie n'en est pas une. ■

OBAMA ET LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 11 juin

Le discours que Barack Obama a prononcé au Caire s'adressait, bien au-delà de son auditoire, rigoureusement sélectionné, à l'ensemble du Monde arabe et musulman.

Le moins que l'on puisse dire est qu'il était très attendu. Dès son élection Barack Obama avait fait de la réconciliation entre le Monde musulman et les Etats-Unis l'une de ses priorités stratégiques. Le président américain a déjà réussi une première chose, il n'a pas déçu, ce qui était le plus grand risque pour un discours tant annoncé. On retiendra bien sûr son " *Salam Aleikoum* " qui a introduit son discours (que certains comparent à " *Je suis un Berlinoise* " prononcé par Kennedy devant le Mur de Berlin) et les paroles d'amitié et de coopération dans un esprit de fraternité entre Etats-Unis et monde musulman. Son discours était réellement équilibré dans la mesure où il a reconnu les difficultés existantes, les torts que pouvaient avoir les Américains sur l'Islam, les erreurs historiques commises au cours des mandats de son prédécesseur, mais il a également demandé aux Musulmans de réfléchir sur leurs visions des Etats-Unis. Obama savait qu'il ne pourrait pas se contenter de rappels historiques ou philosophiques, et qu'il fallait également aborder le cœur central du sujet, à savoir les questions stratégiques actuelles. Et en premier lieu, le conflit israélo-palestinien.

Là aussi Obama a fait preuve d'une très grande clarté, il n'a pas caché à son public les liens stratégiques et l'alliance profonde qui unissent les Etats-Unis à Israël. Ce n'était certainement pas la partie la plus agréable du discours à entendre pour son auditoire présent dans la salle.

Mais c'est à l'honneur d'Obama d'avoir eu ce souci de transparence et de vérité. On ne peut pas l'accuser de double langage. Il a également demandé avec force la fin de la colonisation et martelé sa vision d'une solution à deux Etats, israélien et palestinien. Si George W. Bush affirmait avoir également ce dernier objectif, il ne s'était jamais élevé contre la colonisation. Plus encore, pour la première fois dans la bouche d'un président américain, Obama a évoqué la souffrance des Palestiniens. Celle-ci n'a pas une cause métaphysique, mais elle est bien le produit de l'occupation et de la répression israélienne. On remarquera également, qu'il a, sans légitimer le Hamas, reconnu sa réalité et sa représentativité. Pour une fois le Hamas n'a pas été évoqué par un dirigeant occidental uniquement pour être condamné et accusé de terrorisme. Il lui a bien demandé de renoncer à la

violence, mais c'est plus une façon de dresser les conditions d'un partenariat futur que d'en interdire à l'avance l'exercice. On notera également qu'il a renoncé à l'idée d'imposer la démocratie par l'extérieur.

Mais pour reprendre la formule consacrée : le programme est parfait, reste à l'appliquer ! C'est bien le plus difficile. Deux obstacles se dressent sur la route d'Obama. Le premier est la division inter-palestinienne qui obère toute négociation sérieuse. L'Autorité palestinienne a le soutien du monde extérieur, mais pas celui du peuple palestinien, et le Hamas a les atouts inverses. Il sera difficile d'avancer tant qu'ils ne seront pas réconciliés. Mais bien sûr, le principal obstacle demeure l'attitude du gouvernement israélien. Que devra ou pourra faire Obama si rien ne se passe, si la colonisation se poursuit et s'il n'y a aucune avancée concrète, réelle, vers la création d'un Etat palestinien ? Barack Obama, sans avoir employé l'expression, semble prêt à exercer des pressions sur Israël. Il ne veut certainement pas le faire tout de suite afin de montrer à la fois aux électeurs américains et israéliens qu'il a attendu et fait preuve de patience avant de devoir utiliser cette méthode.

Mais si Obama ne veut pas que la déception soit à la hauteur des espoirs qu'il a suscités, il sait bien qu'il devra en passer par là. Obama peut être à la fois l'ami d'Israël et des Arabes si Israël accepte la paix. C'est impossible si le gouvernement israélien continue de nier les droits des Palestiniens. ■

LA VRAIE QUESTION EST: OBAMA DÉCIDERAIT-IL DE FAIRE PRESSION SUR ISRAËL?

Pascal Boniface / L'Humanité dimanche / 4 juin

En quoi ce discours du 4 juin vous paraît-il crucial ?

Obama a déjà prononcé un discours à destination du monde musulman à Istanbul en avril, mais celui-ci est crucial car, entre-temps, il a rencontré Benjamin Nétanyahou et Mahmoud Abbas. Ce que l'on attend maintenant, ce n'est pas d'entendre que les États-Unis sont amis avec le monde arabe et musulman, mais de savoir concrètement comment Obama compte avancer sur le conflit israélo-palestinien, qui est central pour ces pays. Le président américain a pris clairement position sur ce qu'il pense être la bonne solution, à savoir celle des deux États. Mais il n'a pas eu de réponse positive d'Israël. La vraie question est donc : que va-t-il se passer si Israël continue à refuser ses propositions. Le président américain prendra-t-il des décisions pour faire pression sur Israël?

Le roi de Jordanie a récemment évoqué l'existence d'un plan de paix régional appuyé par Barack Obama. Cela représenterait-il un tournant dans la politique américaine ?

Ce plan est une référence claire à l'initiative arabe de 2002, qu'Israël a toujours refusé de prendre en compte. Or, il y a peu, le président américain a dit qu'il s'agit d'une bonne initiative devant être retravaillée. On voyait pourtant mal ce que les pays arabes, qui proposent déjà la paix à Israël en échange de la création d'un État palestinien, pouvaient faire de plus. Cette fois, Obama semble prendre cette proposition beaucoup plus au sérieux. S'il la soutient mais qu'Israël n'y répond pas, c'est Israël qui apparaîtra comme l'acteur de blocage d'une éventuelle paix puisque jusqu'ici les dirigeants israéliens disaient : nous serions prêts à faire la paix mais les pays arabes ne le veulent pas. De nouveau, la question centrale est donc : en cas de refus d'Israël, quelles conséquences concrètes Obama en tirera-t-il? L'histoire a montré qu'Israël peut tenir compte de l'avis américain. Ce fut le cas en 1991 avec la conférence de Madrid puis le processus d'Oslo. Si les Israéliens comprennent qu'à ne pas écouter Obama il y aura des problèmes entre les deux pays, cela peut faire bouger les lignes. Mais si Israël a le sentiment, y compris par rapport aux États européens, que cela n'aurait aucune conséquence sur leurs relations, pourquoi changerait-il de position.

En 2005, vous analysiez le danger que représente le conflit israélo-palestinien pour la sécurité internationale. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Depuis la première édition du livre, la situation s'est très fortement dégradée, avec la guerre du Liban et celle de Gaza, mais aussi l'Irak et l'Afghanistan. Obama sait depuis le départ que sa priorité est la réconciliation des États-Unis avec le monde arabe et musulman. Il pouvait peut-être avoir l'illusion qu'un simple changement de ton suffirait. Il semble qu'il commence à intégrer que, sans changement de fond sur le conflit israélo-palestinien, les relations entre le monde musulman et le monde occidental, qui se sont améliorées du simple fait de son élection, continueront à se dégrader. ■

LE " GRAND MOYEN-ORIENT " ET L'IMPÉRATIF DE STRATÉGIES DIPLOMATIQUES RENOUVELÉES

Barah Mikail / Aujourd'hui la Turquie / juin

Les chantiers qui s'imposent à Barack Obama sont, pour le moins, colossaux. Plus que tout, la gestion par l'Administration Bush (2001-2009) des affaires du "Grand Moyen-Orient" a alourdi la tâche incombant aujourd'hui au nouveau président américain. Pour preuve : l'enfoncement toujours aussi abyssal du conflit israélo-palestinien, doublé de perspectives israélo-arabes de renouement bien faibles ; l'affirmation toujours d'actualité des violences en Afghanistan, ainsi qu'au Pakistan ; la confiance poussée de l'Iran en lui-même, et ses répercussions sur les scènes régionale comme internationale ; et bien sûr, une situation politico-sécuritaire irakienne qui, en dépit des quelques améliorations auxquelles elle peut prétendre maintenant, ne rend pas moins les déplacements dans ce pays toujours aussi déconseillés, et le statut socio-économique des Irakiens en général, très peu reluisant.

Une responsabilité collective

Certes, le propos ici n'est pas de dédouaner les gouvernements nationaux concernés. Ceux-ci ont en effet une part non négligeable de responsabilité dans cet état des faits, ce quand bien même chacune des situations susmentionnées répond aussi et nécessairement à des singularités. De l'incapacité des Israéliens à se définir autrement qu'au travers de conceptions nationales sécuritaires, à l'attachement des Iraniens à abonder dans le sens d'un radicalisme politique, en passant par le raidissement des postures inter-palestiniennes, la soif de pouvoir du président afghan Hamid Karzai, les ambitions tout aussi personnelles de certains membres de l'échiquier politique pakistanais, ou encore l'attachement de l'exécutif irakien à la consécration de ses propres considérations... force est de le constater, pas un des scénarii présents ne le cède à un quelconque optimisme. Et partant, aucun de ces pays ne semble à même de pouvoir clore de manière durable la parenthèse des violences qui l'entretiennent. Cela étant dit, le "vent du changement" que fut censé apporter un B. Obama pourrait-il venir à souffler dans les meilleurs délais ? Là encore, les choses sont à nuancer. Incontestablement, du point de vue de la méthode, le nouveau président fait preuve d'une posture bien plus appréciable que celle de son prédécesseur. En témoignent, la politique de "bonnes intentions" qu'il a entamée dans une certaine mesure vis-à-vis de l'Iran, la promesse de retrait militaire d'Irak qu'il paraît effectivement vouloir faire aboutir, ou encore les ouvertures qu'il a d'ores et déjà esquissées vis-à-vis de pays bannis par G. W. Bush, comme c'est particulièrement le cas avec la Syrie. Pour autant, on aurait aussi pu s'attendre à plus de détermination, et de pragmatisme, de sa part pour ce qui relève de certains autres champs conflictuels. Car, aussi miné soit-il, le terrain israélo-palestinien demeure incontournable, et nécessite bien des pressions pour que ses protagonistes s'envisagent autrement que par des méfiances réciproques, et ce qui en découle en matière

de violences. De la même manière, quand bien même "l'onde de choc talibane" menace réellement les perspectives sécuritaires au Pakistan et en Afghanistan, cela ne rend pas moins indispensable de reconnaître combien le vide politique à l'échelle du pays, que ce soit du fait de pratiques actuelles (Afghanistan) ou en partie passées (Pakistan), a aussi sa part d'explication. A ce titre, afficher une disposition à discuter avec les "Taliban modérés", comme cela semble pouvoir être le cas avec B. Obama, a certes un avantage : celui de reconnaître que le politique a parfois ses droits que le sécuritaire ne connaît pas. Mais, rapportée aux réalités du terrain, cette même attitude souffre aussi de limites annoncées.

Un nécessaire renouvellement des approches

Ainsi, distinguer les Taliban selon qu'ils sont "modérés" ou "radicaux" ne pourra avoir d'effet autre que celui de radicaliser jusqu'aux Taliban les plus "dociles", par crainte de leur part de paraître comme étant trop en phase avec les Etats-Unis. Cela les discréditerait en effet tant aux yeux des membres autres du mouvement que vis-à-vis de leur base populaire connue - les Pachtoune. En contrepartie, accentuer les investissements militaires en Afghanistan, comme annoncé et d'ores et déjà mis en œuvre par Obama, répond certes à la nécessité qu'il y a de pouvoir mettre à mal tous les acteurs et organisations dynamitant les processus locaux d'évolution. Mais il n'y a pas pour autant à s'attendre à ce qu'une telle stratégie soit payante en soi. Non seulement elle n'a pas marché en Irak, en dépit de ce que pensent et disent les Etats-Unis aujourd'hui. Mais de plus, il n'y a pas de raisons pour l'Afghanistan, et peut-être bientôt le Pakistan, de pouvoir se relever du chaos qui le mine autrement qu'au départ de solutions de fond (rapprochement des postures inter-politiques, mise en place de perspectives économiques viables, renforcement de la posture des gouvernants politiques...) développées par des acteurs ayant la confiance des populations concernées. Or, ni les Etats-Unis, ni l'OTAN, ni les "Occidentaux" en général n'ont, à quelques menues exceptions près, la confiance des opinions publiques vivant au "Grand Moyen-Orient". Un fait évident, mais que ceux-ci sont les derniers à vouloir reconnaître, pour des raisons évidentes d'attachement à leur dit leadership. Il est pourtant une voie que "les Occidentaux" seraient bien inspirés d'explorer, s'ils veulent parvenir à des résultats probants : celle de l'encouragement de médiations de la part d'acteurs faisant partie des régions et zones concernées. Le cas turc est un exemple intéressant à cet égard, et qu'il conviendrait de mieux explorer. Depuis qu'elle a redéfini certains des fondements de sa politique proche-orientale, Ankara s'est en effet engagée dans la mise en place de tractations potentiellement importantes pour l'avenir de la région.

(suite page suivante)

Parmi celles-ci, la mise en place de " *négociations indirectes* " syro-israéliennes, suspendues pour l'heure, opération à l'encontre de la bande de Gaza oblige, mais qui pourraient reprendre de manière assez imminente.

Or, outre qu'elle s'avère assez favorable car à l'émanation d'un pays ayant une assez bonne connaissance des logiques politiques régionales et du traitement qui en est nécessaire, cette même configuration pourrait très bien être favorable à d'autres situations dans lesquelles Washington et ses alliés occidentaux peinent à peser : le Qatar pour les perspectives arabo-iraniennes, Doha et Riyadh pour les évolutions soudanaises, l'Arabie Saoudite et la Chine pour ce qui relève de l'Afghanistan, et, pourquoi pas, l'Iran et l'Arabie Saoudite pour ce qui relève des évolutions tant pakistanaises qu'irakiennes. Scénarii fous, à première vue s'entend, cela est fort possible. Dans le même temps, l'on voit mal comment les faits pourraient avancer autrement que par des tactiques irréalisables en apparence, mais pourtant nécessaires, pour ne pas dire incontournables.

Le déficit de crédibilité des " Occidentaux "

Non seulement " *les Occidentaux* ", Etats-Unis en tête, ne sont plus pris au sérieux par les opinions publiques du " *Grand Moyen-Orient* " ; mais de plus, l'ONU souffre elle-même d'un déficit de légitimité à leurs yeux, tant " *l'instance des instances* " endosse sans nuances les orientations des membres permanents de son Conseil de sécurité.

Or, une telle situation est d'autant moins tenable que les conflits contemporains précités portent en germe, comme par réaction au délitement des capacités persuasive et coercitive de l'ONU, un risque propre de décomposition nationale. Irak, Soudan, Afghanistan, sans oublier le cas des Territoires palestiniens, donnent des représentations frappantes de ce risque. Dès lors, l'on voit mal comment l'on pourra faire l'économie, à l'avenir, d'une forme de " *diplomatie renouvelée des petits pas* " pour avancer favorablement concernant les zones contemporaines de crise. On ne serait pas pour autant dans un multilatéralisme néanmoins tant souhaité et attendu, certes. Mais, à tout prendre, opter pour une telle configuration, demeure plus souhaitable que d'entretenir des attentes probablement vaines face à une Administration Obama qui, aussi bien intentionnée pourra-t-elle être, ne réussira cependant que très difficilement à récupérer les frasques d'un George W. Bush. ■

LA RÉINTÉGRATION DE LA FRANCE DANS LE COMMANDEMENT INTÉGRÉ DE L'OTAN

Didier Billion / Aujourd'hui la Turquie / juin

Le président Nicolas Sarkozy a décidé que la France réintégrerait en 2009 le commandement militaire intégré de l'OTAN qu'elle avait quitté en 1966, à l'époque où le général de Gaulle développait une intransigeante politique extérieure de souveraineté et d'indépendance nationales à l'égard des deux blocs politico-militaires alors dominants. Aujourd'hui les rapports de force internationaux sont totalement différents et nous assistons graduellement à l'émergence d'un monde multipolaire : la France doit-elle alors renoncer à ce qui fait sa singularité ?

Le président Jacques Chirac avait déjà initié en 1995 un processus de rapprochement entre la France et l'OTAN en y mettant deux conditions : parvenir d'une part à un partage équilibré de la répartition des postes de commandement entre les Etats-Unis et l'Europe, obtenir d'autre part de nos partenaires européens le lancement effectif d'une Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). La démarche n'aboutit pas et l'objectif de réintégration dans le commandement intégré fut abandonné. Pourtant, depuis lors, la France participe à de nombreuses opérations sous les ordres du commandement suprême de l'Alliance atlantique, comme au Kosovo et en Afghanistan par exemple, et elle est membre de presque toutes ses instances consultatives, à l'exception notable du comité des plans de défense, du groupe des plans nucléaires et du commandement militaire permanent intégré.

C'est dans ce contexte que Nicolas Sarkozy a pris sa décision en invoquant trois arguments. Il s'agirait en premier lieu de rehausser l'influence de la France au sein de l'Alliance atlantique, qui ne serait pas, selon lui, à la hauteur de ses engagements humains et financiers. Or il semble évident que le poids de la France, dont on peut comprendre qu'il soit nécessaire de le renforcer, est beaucoup plus lié à la volonté politique et à ses capacités et savoir-faire militaires qu'à son statut dans le commandement militaire intégré. Nous avons pu le constater en 1999, lors de la guerre contre la Serbie, au cours de laquelle la France avait dans les faits plus d'influence dans les choix opérationnels que l'Allemagne pourtant membre dudit commandement intégré. En outre il est totalement illusoire de considérer qu'un Etat puisse réellement peser sur le processus de planification de défense de l'OTAN pour la simple raison que cette planification est totalement dictée par la doctrine d'emploi des forces de l'armée américaine. Enfin il est extrêmement peu probable que le vrai centre de décision, l'état-major suprême, puisse revenir à un autre militaire que le commandant des forces américaines en Europe. Sur ce point la nouvelle administration Obama ne modifiera rien.

En second lieu, il s'agirait de rassurer les partenaires européens de la France tout en continuant à affirmer la pressante nécessité de faire progresser l'Europe de la défense. Or

cette dernière est en réalité bloquée par les vues divergentes des Etats membres sur les questions de politique étrangère, ce qui explique leur faible empressement à construire une défense commune digne de ce nom. Il faut donc réaffirmer avec force que les souhaitables progrès de l'Europe de la défense se négocient à Bruxelles et non à Washington. De ce point de vue, le bilan de la présidence française de l'Union européenne du deuxième semestre 2008 est très inconsistant. La France n'a, par exemple, pas réussi à obtenir la création d'un centre autonome de commandement et de planification des opérations de la PESD, parce que les Britanniques y sont radicalement opposés. C'est pourquoi le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN sera probablement interprété par les autres Européens comme le signe d'un moindre intérêt pour l'Europe de la défense et pourrait même compromettre cette dernière durablement. L'objectif invoqué se retournerait alors en son exact contraire ! Comment en effet convaincre les Européens de contribuer plus activement à l'édification de la PESD, alors que pour beaucoup d'entre eux l'appartenance à l'OTAN est le prétexte pour ne pas s'investir dans une ambitieuse coopération militaire européenne, dès lors que la France y renoncerait à son tour.

Enfin la réintégration dans le commandement intégré serait le gage du rapprochement transatlantique et permettrait à la France de normaliser ses relations avec les Etats-Unis. D'un strict point de vue militaire, cela n'a guère d'importance puisque lorsque la France participe à une opération extérieure sous égide de l'OTAN, ses officiers sont naturellement intégrés dans les chaînes de commandement. Politiquement, c'est a contrario beaucoup plus problématique car cela pourrait signifier une disponibilité a priori des forces françaises intégrées au dispositif otanien. Or il serait pour la France contre-productif de renoncer à sa spécificité, notamment vis-à-vis des pays émergents trop souvent, et à tort, qualifiés d'adversaires par la doctrine américaine jusqu'alors influencée par le funeste concept de " *choc des civilisations* ". On peut ainsi craindre que le théâtre d'opérations militaires afghan se transforme de plus en plus en un borborygme dont il sera difficile de sortir, si persiste l'illusion qu'une solution militaire est la seule possible. Or à la demande américaine, Nicolas Sarkozy a accepté d'envoyer des forces françaises supplémentaires sans qu'à aucun moment il ne puisse, ou ne veuille, influencer réellement les décisions prises à Washington. Cet exemple vaut la peine d'être médité.

Le statut spécifique de la France permettait de faire valoir une autonomie de décision par rapport à Washington et de prouver la volonté de construire une Europe de la défense. La réintégration dans le commandement intégré risque de lui faire perdre ces précieux atouts.

(suite page suivante)

Conçue dans un contexte de Guerre froide, l'OTAN doit aujourd'hui avant tout redéfinir sa raison d'être, ses missions, ses territoires d'action. La vision des Etats-Unis n'est pas la même que celle d'une partie des Européens et notamment des Français. L'OTAN est une organisation militaire, elle ne doit pas devenir une sorte d'ONU bis inféodée aux Etats-Unis, elle a encore moins de légitimité à se substituer à l'Union européenne sur les questions de sécurité et de défense qui concernent cette dernière. Ainsi, par exemple, les relations entre l'UE et la Russie ne peuvent se réduire aux relations entre l'OTAN et la Russie. Les Européens se doivent de défendre leurs propres intérêts et ne doivent pas accepter d'être mêlés à des rivalités russo-américaines qui ne les concernent pas directement.

Non, décidément il ne semble pas que la décision de Nicolas Sarkozy soit justifiée et aucun des arguments qu'il a défendu n'est en réalité très convaincant. Plutôt que de s'aligner sur les thèses atlantistes, le véritable défi à relever est plutôt de réfléchir aux instruments et aux dispositifs multilatéraux capables d'assurer une meilleure fluidité dans les relations internationales en ce début de XXIe siècle. ■



ÉTÉ 2009

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIQUE N°74

L'Allemagne, une nouvelle puissance?

Dossier sous la direction de Jacques-Pierre Gougeon

SOMMAIRE /

Autre regard

Le choc des cultures : un choc d'incultures / Yasmina Khadra

Éclairages

Survivances de l'anti-américanisme / Jean-Marie Colombani

Lutte contre le terrorisme : la technologie n'est pas neutre / Ayse Ceyhan

Dossier : L'ALLEMAGNE, UNE NOUVELLE PUISSANCE ?

Pour l'indifférence aux différences / Pascal Boniface

Il faut déconstruire nos classifications / Lilian Thuram

Éditorial / Jacques-Pierre Gougeon

L'Allemagne puissance / Jacques-Pierre Gougeon

Les relations germano-américaines : une nouvelle perspective / Karsten D. Voigt

La politique russe de l'Allemagne : entre attentisme et pragmatisme / Stephan Martens

France-Allemagne : vers une nouvelle rivalité ? / Jacques-Pierre Gougeon

L'Allemagne et l'Europe / Maxime Lefebvre

L'Allemagne et l'Asie / Olivier Guillard

La politique de défense de l'Allemagne : le post-traumatique est encore loin / Jean-Pierre Maulny

La nouvelle politique culturelle extérieure de l'Allemagne / Andreas Görgen

La relation franco-allemande, force d'impulsion en Europe / Bruno Le Maire

Faire vivre la relation franco-allemande / Jean-Marc Ayrault

Une économie malmenée mais insérée dans la mondialisation / Benoît Chervelier

Le nouveau paysage politique en Allemagne / Jérôme Vaillant

Le modèle social allemand en sursis ? / Brigitte Lestrade

L'Allemagne face à l'immigration et l'intégration / Ernst Hillebrand

L'Allemagne face à son histoire / Hélène Miard-Delacroix

France-Allemagne : dépasser les clichés / Bixente Lizarazu

EN LIBRAIRIE

Lecture critique

Comptes rendus

Le trimestre des revues de relations internationales à l'étranger

LES ACTIVITÉS DE L'IRIS

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org